

PGES OBLIGATOIRE EN ANNEXE DE L'ACCORD DE FINANCEMENT (AF)

Projet « Renforcer la résilience rurale de la Mauritanie par la gestion et le développement des ressources productives en eau à des fins domestiques et écosystémiques (RRR-EAU, P-MR- EOO-005) »

Plan de Gestion Environnemental & Social (PGES)

Appendice de l'Accord juridique

Considérations Générales

1. La République Islamique de Mauritanie prévoit de mettre en œuvre le Projet « Renforcer la résilience rurale de la Mauritanie par la gestion et le développement des ressources productives en eau à des fins domestiques et écosystémiques (RRR-EAU, P-MR- EOO-005) ». La Banque a accepté de fournir le financement, l'appui et le suivi de la mise en œuvre du projet.
2. La République Islamique de Mauritanie mettra en œuvre les mesures et actions de ce Plan de Gestion Environnementale et Sociale¹ (PGES) afin que le projet réponde à toutes les exigences des Sauvegardes Opérationnelles (SO) environnementales et sociales de la Banque et aux exigences des politiques et législations nationales du pays hôte.
3. Là où le PGES fait référence à des plans spécifiques, qu'ils aient déjà été préparés ou qu'ils soient à élaborer, le PGES exige le respect de toutes les dispositions obligatoires de ces plans.
4. Le tableau ci-dessous résume les actions et mesures importantes requises, le fondement de l'exigence, l'échéance de mise en œuvre de la mesure ou de l'action et les indicateurs pour déterminer si la mesure ou l'action requise a été réalisée avec succès. La République Islamique de Mauritanie est responsable du respect de toutes les exigences du PGES, même lorsque la mise en œuvre de mesures et d'actions spécifiques est effectuée par une entité différente de l'Unité de Gestion du Projet (UGP).

¹ Le PGES fait référence à tous les risques/impacts et mesures E&S, tels qu'approuvés dans tous les documents E&S publiés et convenus entre la Banque et l'Emprunteur. Pour les projets impliquant plusieurs sous-projets identifiés, préparés et mis en œuvre au cours du projet, l'Emprunteur devra démontrer à la Banque, avant l'évaluation du projet, en préparant la documentation E&S d'un échantillon de sous-projets, qu'il a la capacité de réaliser une évaluation environnementale et sociale appropriée des sous-projets, de préparer et de mettre en œuvre ces sous-projets conformément aux lois nationales et aux SO. (*Section III.2.3 PES de la Banque et section D de la SOI*).

5. La mise en œuvre des mesures et actions énoncées dans le présent PGES fera l'objet d'un suivi et d'un rapport à la Banque par La République Islamique de Mauritanie, tel que requis par le PGES et les conditions de l'accord juridique, et la Banque suivra et évaluera les progrès et la réalisation des mesures et des actions tout au long de la mise en œuvre du Projet.
6. Comme convenu entre la Banque et la République Islamique de Mauritanie, ce PGES peut être révisé en cas de nécessité au cours de la mise en œuvre du Projet, afin de refléter la gestion adaptative des risques liés aux changements apportés au projet, à des circonstances imprévues ou en réponse à l'évaluation de la performance du projet menée dans le cadre du PGES lui-même. Dans de telles circonstances, la République Islamique de Mauritanie proposera et conviendra des modifications avec la Banque, puis mettra à jour le PGES pour refléter ces changements.

<i>Actions importantes pour gérer les risques et les impacts E&S du projet</i>		<i>Fondement de l'exigence</i>	<i>Indicateur clé de performance</i>	<i>Echéance de mise en œuvre</i>
Rapport périodique sur la mise en œuvre des mesures E&S à la Banque		PES de la Banque et SO1	– Rapport trimestriel de la mise en œuvre des mesures E&S et Rapport annuel d'audit de performance et de conformité E&S, soumis à temps et de bonne qualité	– Tout au long de la mise en œuvre du projet et deux (2) semaines après le délai requis prévu pour le rapport trimestriel de mise en œuvre E&S – Chaque fin du premier trimestre de l'année qui suit pour le rapport d'audit annuel de performance E&S
1	Recrutement de spécialistes E et S au sein de l'Unité de Gestion du Projet	EIES publiées, SO1	– Présence d'un (1) Spécialiste Environnemental et Social (E&S) dans l'UGP	A partir de la date d'entrée en vigueur du projet et pendant toute la durée de sa mise en œuvre
2	Mise en place du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) du projet et information au public	SO1, SO10 et exigences nationales	Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) élaboré et divulgué	A partir de la date d'entrée en vigueur du projet et pendant toute la durée de mise en œuvre
3	Paiement des compensations et réinstallation des personnes affectées	SO5	– Non Applicable (NA)	– NA
4	Intégration de mesures ESST spécifiques de site dans les DAO	SO1 et exigences nationales	Présence d'articles relatifs aux mesures E&S dans les DAO	Avant le recrutement des prestataires
5	Soumission du PGES-Chantier (PGES-C) sur les activités à haut-risque de l'entrepreneur à la revue de la Banque	PES de la Banque et SO1	NA	NA

6	Mise en place du Mécanisme de Gestion des Plaintes de l'entrepreneur (MGP) et information des travailleurs	SO1, SO2, SO10 et Politique de diffusion et d'accès à l'information de la Banque	Rapportage d'indicateurs clés de mise en œuvre du MGP par l'entrepreneur	Tout au long de la mise en œuvre du projet Et à inclure dans les rapports E&S trimestriels de mise en œuvre
7	Obtention des permis nationaux avant le début des activités assujetties à autorisations préalables (excavations, abattage d'arbres, travail en hauteur, travail en espaces clos, etc.)	SO1, SO2 et législation nationale du travail	– Présence des autorisations et permis pour les activités assujetties	Tout au long du projet et avant le démarrage des activités assujetties
8	Préparation, approbation et publication de documents E&S spécifiques pendant la mise en œuvre du projet, y compris la revue préalable par la Banque des TDRs pour les activités de catégorie 1	PES de la Banque, SO1 et réglementation nationale	NA	NA
9	Mobilisation des parties prenantes concernées de chaque activité E&S spécifique pertinente	SO1, SO10, Politique de diffusion et d'accès à l'information	– Rapport trimestriel E&S, PV de rencontre d'information des parties prenantes	Tout au long de la mise en œuvre du projet
10	Mise en place du mécanisme de préparation et de ripotes aux urgences	SO1 et SO4, réglementation nationale sur la gestion des catastrophes et protection civile	NA	NA
11	Traitement approprié et rapide des plaintes	PES de la Banque et SO1	– Rapport trimestriel E&S – PV de règlement des plaintes	Tout au long de la mise en œuvre du projet
12	Notification aux riverains ou alerte aux populations exposées en aval	PES de la Banque et SO1, Traité/Convention international ratifié pertinent	NA	NA
13	Renforcement des capacités des principaux responsables de la mise en œuvre du projet	SO1	– Rapport de sessions de renforcement des capacités	Tout au long de la mise en œuvre du projet
14	Mise en œuvre du SGES/PAES	SO1 et SO9, exigences nationales		
14.1	<i>Approbation de toute procédure de gestion E&S requise</i>	Idem	NA	NA
14.2	<i>Mise en place de la fonction (Unité) E&S</i>	idem	NA	NA
14.3	<i>Renforcement des capacités de la fonction (Unité) E&S</i>	idem	NA	NA
14.4	<i>Traitement de la chaîne de valeur de la due diligence E&S</i>	idem	NA	NA
15	Suspendre les travaux en cas de risques ou accidents ESST, notifier immédiatement la Banque, puis ne reprendre les travaux qu'après avis de la Banque.	PES de la Banque et SO1	– La banque est notifiée	Immédiatement et au plus tard dans les 72 heures suivant l'incident

16	Préparer l'analyse des causes profondes (ACP) de tout accident ESST fatal, et mettre en œuvre le Plan d'actions Correctives (PAC).	PES de la Banque et SO1	- Rapport ACP préparé et soumis à la Banque	- Un mois après l'incident et tout au long du projet
17	Diffusion au public des rapports E&S du projet	SO1, SO10 et Politique de diffusion et d'accès à l'information	Présence des Rapports E&S sur les sites de la Banque et du ministère de l'Hydraulique et l'Assainissement	Tout au long de la mise en œuvre du projet

